



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.862/2/VR
du 11 mars 2016

sur

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant les arrêtés ministériels
du 31 janvier 2008 et du
28 février 2008 fixant la liste des
titres de formation de médecin,
médecin généraliste, médecin
spécialiste, dentiste, dentiste
spécialiste, sage-femme,
pharmacien et infirmier
responsable des soins généraux
délivrés par les États membres de
l'Union européenne'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.862/2/VR
van 11 maart 2016

over

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van de
ministeriële besluiten van
31 januari 2008 en
28 februari 2008 tot vaststelling
van de lijst van opleidingstitels van
arts, huisarts, geneesheer-
specialist, tandarts, tandarts-
specialist, verloskundige,
apotheker en verantwoordelijk
algemeen ziekenverpleger
afgeleverd door de lidstaten van de
Europese Unie'

Le 26 janvier 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours^(*), sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant les arrêtés ministériels du 31 janvier 2008 et du 28 février 2008 fixant la liste des titres de formation de médecin, médecin généraliste, médecin spécialiste, dentiste, dentiste spécialiste, sage-femme, pharmacien et infirmier responsable des soins généraux délivrés par les États membres de l'Union européenne'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 24 février 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et de Pauline LAGASSE, auditeur adjoint.

Le projet a été examiné par les chambres réunies le 8 mars 2016 ; l'examen a porté sur la compétence de l'auteur du projet. Les chambres réunies étaient composées de Jo BAERT, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Jan SMETS, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Anne-Catherine VAN GEERSDAELE et Greet VERBERCKMOES, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, Tim CORTHAUT, auditeur, et Pauline LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 mars 2016.

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 26 januari 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen ^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van de ministeriële besluiten van 31 januari 2008 en 28 februari 2008 tot vaststelling van de lijst van opleidingstitels van arts, huisarts, geneesheer-specialist, tandarts, tandarts-specialist, verloskundige, apotheker en verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger afgeleverd door de lidstaten van de Europese Unie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 24 februari 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Pauline LAGASSE, adjunct-auditeur.

Het ontwerp is op 8 maart 2016 onderzocht door de verenigde kamers; dat onderzoek had betrekking op de bevoegdheid van de steller van het ontwerp. De verenigde kamers was samengesteld uit Jo BAERT, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Jan SMETS, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE en Greet VERBERCKMOES, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, Tim CORTHAUT, auditeur, en Pauline LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 maart 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Conformément à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 'modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur' et à l'article 63, alinéa 2, de la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005, les règles de droit national qui transposent lesdites directives doivent contenir une référence à celles-ci.

Le dispositif sera complété en ce sens.

2. Le projet n'appelle aucune observation quant au respect des règles de répartition de compétence entre l'autorité fédérale et les communautés.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il convient de préciser à l'alinéa 1^{er} le fondement juridique du projet, à savoir l'article 106, § 1^{er}, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé'.

2. Il convient de mentionner également les avis rendus par le Conseil supérieur des médecins spécialistes et généralistes, le Conseil fédéral des sages-femmes et le Conseil fédéral de l'art infirmier respectivement les 25 juin 2015, 16 juin 2015 et 1^{er} avril 2015.

DISPOSITIF

Chapitre I : Modification de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 'fixant la liste des titres de formation de médecin délivrés par les États membres de l'Union européenne'

Le projet a notamment pour objet d'actualiser les références faites par l'arrêté ministériel modifié aux dispositions de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 'relatif à l'exercice des professions des soins de santé' afin de tenir compte de la loi coordonnée du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé'.

Par conséquent il convient également d'actualiser la référence faite par l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel modifié à l'article 44^{quinquies}, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 78.

Chapitre II : Modification de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 'fixant la liste des titres de formation de médecin généraliste délivrés par les États membres de l'Union européenne'

Il convient également d'actualiser les références faites par les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté ministériel modifié aux dispositions de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967.

Chapitre III : Modification de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 'fixant la liste des titres de formation de médecin spécialiste délivrés par les États membres de l'Union européenne'

1. Il convient également d'actualiser les références faites par les articles 2, 4 et 5 à 14 de l'arrêté ministériel modifié aux dispositions de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967.

2. Compte tenu de l'insertion des mots « d'un programme de formation médicale de base », les mots « au cours desquelles ont été acquises des connaissances appropriées en médecine générale » sont à omettre.

3. Le nouvel article 25, paragraphe 3^{bis}, de la directive 2005/36/CE, modifié par la directive 2013/55/UE, autorise l'octroi de dispenses partielles dans le cadre de la formation de médecin spécialiste à la condition, notamment, que « le professionnel ait déjà obtenu le premier diplôme de médecin spécialiste dans un État membre ».

Par conséquent, il convient de compléter l'article 2, § 1^{er}, f), en projet, par les mots « dans un État membre », étant entendu que, conformément à l'article 103, § 1^{er}, 4°, de la loi coordonnée du 10 mai 2015, cette dernière notion concerne nécessairement tout « État membre de l'Union européenne, ainsi que les pays auxquels s'applique la directive ».

Chapitre VI : Modification de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 'fixant la liste des titres de formation de sage-femme délivrés par les États membres de l'Union européenne'

L'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté ministériel modifié doit également être modifié afin de renvoyer aux possibilités de formation prévues par le nouvel article 40, paragraphe 2, a), de la directive 2005/36/CE, tel que remplacé par la directive 2013/55/UE.

Cette disposition prévoit, en effet, que

« L'admission à la formation de sage-femme est subordonnée à l'une des conditions suivantes :

a) l'accomplissement de 12 années au moins de formation scolaire générale ou la possession d'un certificat attestant de la réussite à un examen, d'un niveau équivalent, d'accès à une école de sage-femme pour la voie I.

b) [...] ».

Par conséquent, au sein de l'article 2, alinéa 1, 2°, a), de l'arrêté ministériel, les termes « des dix premières années au moins de la formation scolaire générale », doivent être remplacés par les termes « de douze années au moins de formation scolaire générale ou la possession d'un certificat attestant de la réussite à un examen, à un niveau équivalent, d'accès à une école de sage-femme ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

1. Overeenkomstig artikel 3, lid 4, van richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 ‘tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en Verordening (EU) nr. 1024/2012 betreffende de administratieve samenwerking via het Informatiesysteem interne markt’ en artikel 63, tweede alinea, van richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005, moet in de nationaalrechtelijke regels die in de omzetting van de voornoemde richtlijnen naar die richtlijnen verwezen worden.

Het dispositief dient in die zin te worden aangevuld.

2. Het ontwerp geeft geen aanleiding tot opmerkingen over de naleving van de regels inzake de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale overheid en de gemeenschappen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid moet de rechtsgrond van het ontwerp duidelijker worden aangegeven. Het gaat meer bepaald om artikel 106, § 1, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’.

2. Er behoort eveneens melding te worden gemaakt van de adviezen van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen, de Federale Raad voor de Vroedvrouwen en de Federale Raad voor Verpleegkunde, welke respectievelijk uitgebracht zijn op 25 juni 2015, 16 juni 2015 en 1 april 2015.

DISPOSITIEF

Hoofdstuk I: Wijziging van het ministerieel besluit van 31 januari 2008 ‘tot vaststelling van de lijst van opleidingstitels van arts afgeleverd door de lidstaten van de Europese Unie’

Het ontwerp strekt inzonderheid tot het actualiseren van de verwijzingen, in het te wijzigen ministerieel besluit, naar de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 “betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen”, teneinde rekening te houden met de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’.

In artikel 1 van het te wijzigen ministerieel besluit dient de verwijzing naar artikel 44*quinquies*, § 1, van koninklijk besluit nr. 78 bijgevolg eveneens geactualiseerd te worden.

Hoofdstuk II: Wijziging van het ministerieel besluit van 31 januari 2008 ‘tot vaststelling van de lijst van opleidingstitels van huisarts afgeleverd door de lidstaten van de Europese Unie’

In de artikelen 2, 3 en 4 van het te wijzigen ministerieel besluit dienen de verwijzingen naar de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 eveneens geactualiseerd te worden.

Hoofdstuk III: Wijziging van het ministerieel besluit van 31 januari 2008 ‘tot vaststelling van de lijst van opleidingstitels van geneesheer-specialist afgeleverd door de lidstaten van de Europese Unie’

1. In de artikelen 2, 4 en 5 tot 14 van het te wijzigen ministerieel besluit dienen de verwijzingen naar de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 eveneens geactualiseerd te worden.

2. Rekening houdend met de invoeging van de woorden “een medische basisopleiding” dienen de woorden “gedurende welke de vereiste medische basiskennis is verworven” te worden weggelaten.

3. Krachtens het nieuwe artikel 25, lid 3*bis*, van richtlijn 2005/36/EG, gewijzigd bij richtlijn 2013/55/EU, mogen in het kader van de opleiding tot geneesheer-specialist gedeeltelijke vrijstellingen toegestaan worden inzonderheid “op voorwaarde dat de beroepsbeoefenaar zijn beroepskwalificatie reeds in een lidstaat had behaald”.

Bijgevolg behoort het ontworpen artikel 2, § 1, f), aangevuld te worden met de woorden “in een lidstaat”, met dien verstande dat overeenkomstig artikel 103, § 1, 4°, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015, dat begrip noodzakelijkerwijze betrekking heeft op elke “lidstaat van de Europese Unie en de landen waar de richtlijn van toepassing is”.

Hoofdstuk VI: Wijziging van het ministerieel besluit van 31 januari 2008 ‘tot vaststelling van de lijst van opleidingstitels van verloskundige afgeleverd door de lidstaten van de Europese Unie’

Artikel 2, eerste lid, 2°, van het te wijzigen ministerieel besluit dient eveneens gewijzigd te worden teneinde te verwijzen naar de opleidingsmogelijkheden die geboden worden door het nieuwe artikel 40, lid 2, a) van richtlijn 2005/36/EG, zoals het vervangen is bij richtlijn 2013/55/EU.

Die bepaling luidt immers als volgt:

“Voor de toelating tot de opleiding tot verloskundige moet aan een van de volgende voorwaarden zijn voldaan:

a) voor mogelijkheid I, het doorlopen van ten minste twaalf jaar algemene schoolopleiding of een certificaat ten bewijze dat men geslaagd is voor een gelijkwaardig toelatingsexamen voor scholen voor verloskundigen.

b) [...]”.

Bijgevolg moet artikel 2, eerste lid, 2°, a), van het ministerieel besluit als volgt worden vervangen: “hetzij een specifieke voltijdse opleiding tot verloskundige van ten minste drie jaar praktisch en theoretisch onderwijs; voor de toelating tot deze opleiding is vereist dat ten minste twaalf jaar algemene schoolopleiding met goed gevolg zijn doorlopen of dat men in het bezit is van een certificaat ten bewijze dat men geslaagd is voor een gelijkwaardig toelatingsexamen voor scholen voor verloskundigen;”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Jo BAERT